



# Chefs d'Etat haïtiens

## Dumarsais Estimé (1946-1950)

---

### Présentation

**32e chef d'État :**

Août 1946 - mai 1950

**Durée du mandat :**

4 ans et 7 mois

**Age à l'investiture :**

46 ans

**Évènements majeurs :**

Emprunt intérieur de dix millions de dollars (1947)

Mission française d'éducation (1947)

Mission d'Assistance Technique des Nations-Unies (1947)

Emprunt de 4 millions de dollars à la Ex-Im Bank (1948)

Inauguration de la ville nouvelle de Belladère (1948)

Projet d'éducation de base de l'UNESCO à Marbial (1949)

Création de l'Organisme de Développement de la vallée de l'Artibonite, ODVA (1949)

Ouverture de l'exposition internationale du bicentenaire de Port-au-Prince (1949)

## **Le profil personnel**

Né dans l'Artibonite, il fait ses classes à Saint-Marc et Port-au-Prince. Professeur de mathématiques au lycée Pétiou de Port-au-Prince, il est révoqué par Borno. Il apprend le droit et exerce le métier d'avocat. Élu député de Verrettes en 1930, réélu en 1932, il devient premier secrétaire puis président de la Chambre en février 1935. Il appuie toutes les modifications constitutionnelles voulues par Vincent dont il devient le secrétaire d'Etat de l'Instruction publique, de l'Agriculture et du Travail de novembre 1937 à novembre 1940.

“Port rigide” et “silhouette toujours mince”, Estimé est décrit par sa femme comme de “nature sévère et fermée, difficile à convaincre” et n’ayant “aucune propension à rire ou à s’amuser”. Katherine Dunham le dépeint comme un homme solitaire qui cache une grande timidité et une hypersensibilité derrière des manières brusques, insolentes, grossières. Il a été un président de la Chambre taciturne et bourru, il est un président de la république ombrageux et rancunier. Il refuse de faire liquider la pension du président Lescot alors que le président Magloire fera rapidement liquider la sienne et lui fera des funérailles officielles et nationales. Il fait confisquer les biens de Lescot alors que la commission d'enquête administrative a déclaré n’avoir relevé aucune irrégularité dans la gestion de Lescot. Le président Duvalier, ancien ministre d'Estimé, fera construire au Bicentenaire, un mausolée où ses restes seront transférés en novembre 1968.

Après un exil de trois ans à Paris, Kingston et New York, Estimé meurt à 53 ans dans cette dernière ville, après cinq jours d'agonie au Presbyterian Hospital. Hypertendu, souffrant depuis plusieurs années d'un ulcère, il avait été “incapable d'accepter son sort”.

## **L'accession au pouvoir**

La chute du gouvernement Lescot, miné par une agitation politique intense à laquelle les groupes d'obédience communiste ont activement participé, est consommée avec la prise du pouvoir par une junte militaire formée par le colonel Franck Lavaud et des majors Antoine Levelt et Paul Magloire. Pour la première fois en Haïti, des groupes se réclamant ouvertement du communisme, ont fait fléchir un gouvernement ; ce ne sera pas la dernière. Le Conseil Exécutif Militaire décrète la dissolution des Chambres et convoque des élections. Il faut aussi préparer une nouvelle constitution. Pendant sept mois, l'agitation ne s'arrêtera pas : grèves, manifestations, pillages, incendies deviennent quotidiens tandis que prolifèrent les partis politiques et que s'épanouit une rhétorique de lutte de classes et de couleurs. Les élections législatives se déroulent à la date prévue en mai 1946. La rédaction de la constitution avançant trop lentement, l'Assemblée nationale se réunit et, après deux tours de scrutin, élit Dumarsais Estimé, député de Verrettes, que l'on dit proche du major Magloire, président d'Haïti par 32 voix sur 56. La passation des pouvoirs se fait séance tenant. Le candidat du Parti Sociale Populaire, Edgard Nérée Numa, a eu 14 voix.

Le grand vaincu du jour est Démosthènes Calixte, ancien chef de l'armée et candidat du MOP (Mouvement Ouvrier Paysan) de Daniel Figolé. La capitale accueille l'élection d'Estimé par un silence de mort.

## **Le mandat**

Estimé arrive à la présidence au bon moment. Depuis 1944, l'économie se porte bien : le café, les bananes et le sisal se vendent bien sur le marché international, l'artisanat et les huiles essentielles rapportent pas mal. La balance commerciale est largement positive en 1946.

Mais la nouvelle constitution votée en novembre 1956 met à nouveau des restrictions sur le droit de propriété des étrangers et leurs possibilités de faire des affaires dans le pays. De même, la Standard Fruit est poussée à fermer ses portes. Faute de trouver des financements internationaux, le gouvernement lance un emprunt national de dix millions de dollars en 1947. Les investissements vont aux réalisations de prestige : la ville nouvelle de Belladère, l'exposition internationale du bicentenaire de la création de la ville de Port-au-Prince, qui coûte neuf millions de dollars. Parallèlement, le représentant d'Haïti aux Nations-Unies, Ernst Chauvet, tente de convaincre cette institution de faire d'Haïti la vitrine de l'aide internationale. Un gros rapport de mission verra le jour mais la montagne accouchera d'une souris : le projet d'éducation de base de l'UNESCO à Marbial.

Le gouvernement d'Estimé semble porté par ce qu'un auteur a appelé le populisme paysan. Mais c'est aussi le règne d'une idéologie noiriste qui commence à prendre forme. Le ton est donné avec l'affaire Viau-Rémy. Le lauréat de l'Ecole de droit, le mulâtre Viau est privé de la bourse d'études en France à laquelle il a droit au profit du fils du ministre noir de l'Education, Laraque. Deux morts : le directeur du journal officiel, Jean Rémy, qui a légitimé la décision du ministre; est tué à coups de pistolet par le jeune Viau qui est lynché par des partisans du président Estimé. On attribue aussi à Estimé l'assassinat de Max Hudicourt, sénateur mulâtre particulièrement agressif du Parti Socialiste Populaire, disparu dans des circonstances non élucidées.

La machine à garder le pouvoir est mise en branle. Les pétitions de province affluent pour demander la prolongation du mandat d'Estimé; les députés demandent une révision constitutionnelle. L'état de siège est décrété, le MOP, le PSP, le PPSC sont interdits de même que de nombreux journaux et la Fédération des Etudiants. Un complot contre la sûreté de l'Etat est découvert, lié au président dominicain Trujillo. Mais le Sénat regimbe à faire passer les amendements constitutionnels. Le 8 mai, le local du Sénat est mis à sac par la foule. Le président Estimé rend hommage à la "maturité politique" de la foule et prépare un décret de la dissolution de la chambre haute. La promulgation du décret est empêchée par l'armée qui démet le président de ses fonctions le 10 mai

Réf. : ORIOL, Michèle. VILAIRE, Patrick. WIESER, Corinne. *Chef d'Etat en Haïti, Gloire et misères, 1804-1986*. Réalisé par : Fondation pour la Recherche Iconographique et Documentaire et Archives Nationales d'Haïti.